

6 juin 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée au Sunday Magazine, notamment sur les relations franco-indiennes et l'aide au développement, Paris, jeudi 6 juin 1985.

QUESTION.- Les relations entre deux Etats ont trois dimensions : politique, économique, culturelle. Que peut offrir la France dans ces trois domaines ?

- LE PRESIDENT.- Vous avez raison de souligner que la coopération entre la France et l'Inde embrasse l'ensemble des domaines qui constituent la trame des relations bilatérales. Notre dialogue politique, tout d'abord, repose, plus que sur des affinités historiques, sur des idéaux communs et des intérêts partagés. Certes, nous appartenons à des mondes différents. L'Inde a ses amitiés et ses engagements. La France a les siens. Mais nos deux pays sont animés par le même souci d'indépendance dans le respect de leurs alliances et tous deux ont leur mot à dire sur les grandes affaires de la planète. Notre position géographique nous rend complémentaires. Que la France au Nord et l'Inde au Sud parlent d'une même voix et notre message en faveur d'une plus grande solidarité entre les nations, d'un ordre plus équitable, de meilleures garanties pour la paix, aura plus de chance d'être entendu.

- En -matière économique, l'ambitieux programme de modernisation mis en oeuvre par le gouvernement de M. Gandhi nous offre une occasion sans précédent d'étendre le champ de notre coopération. La France est un pays dynamique qu'un passé millénaire ne détourne nullement de l'innovation. Elle est elle-même engagée dans un processus de modernisation de ses structures économiques. Elle est prête à coopérer au programme de développement de l'Inde. Elle dispose d'un éventail de technologies suffisamment ouvert pour répondre à la diversité des besoins indiens, tant dans les secteurs stratégiques de pointe (énergie, télécommunications, ordinateurs, armements) que dans ceux liés au développement agricole (bioénergie, maîtrise des eaux etc...). Au -plan culturel, il importe d'abord de mieux nous connaître. L'Inde demeure, pour mes compatriotes, un pays mystérieux mais fascinant. En témoigne l'accueil que le public français réserve à vos films, à vos livres. L'année de l'Inde, que j'aurai le plaisir d'inaugurer avec Rajiv Gandhi, marquera un jalon important de nos relations culturelles. Cet ensemble sans précédent de manifestation leur confèrera la dimension populaire qui leur fait défaut.. Le centre franco-indien pour la promotion de la Recherche avancée (CEFIPRA) à Delhi témoigne de l'excellence de notre coopération dans quelques secteurs prioritaires comme la biotechnologie ou l'optronique. Je souhaite, enfin, que nous puissions progresser vers la création d'un centre culturel français à Delhi et indien à Paris.\

QUESTION.- Qu'attend la France de l'Inde ?

- LE PRESIDENT.- Comment la France n'attendrait-elle pas beaucoup de l'Inde, pays de grande et ancienne civilisation, qui a donné à l'histoire tant de hautes figures, dont le rôle régional et la position à la tête du mouvement des non-alignés sont unanimement reconnus ?

- C'est en faveur du dialogue entre le Nord et le Sud que l'Inde et la France peuvent ensemble travailler le plus utilement. Ce n'est pas sans inquiétude que je vois ce dialogue marquer le pas et les intérêts égoïstes, avivés par la crise mondiale, reprendre le dessus. Sur bien des thèmes, que je -compte approfondir avec M. Gandhi, la proximité de nos positions doit déboucher sur une action commune destinée à enrayer les risques de confrontation entre le Nord et le Sud. Je pense en particulier aux négociations commerciales multilatérales dont il m'apparaît indispensable que

en particulier des négociations commerciales multilatérales dans un appareil multilatéral que les pays du Sud y soient associés, à la réforme du système monétaire international, à l'action des institutions financières en faveur de l'aide au développement.\

QUESTION.- D'après vous, quel doit être le rôle de l'Inde en Asie du Sud ?

- LE PRESIDENT.- Il ne m'appartient évidemment pas de dire quel doit être le rôle de l'Inde en Asie du Sud. Il me suffit de constater que ce rôle est important et nécessaire. La voix de l'Inde est écoutée. Son influence est souvent déterminante. Elle le doit à l'autonomie de décision qu'elle a su sauvegarder et aux qualités de son peuple. Je crois comprendre que l'Inde est animée par la volonté de jouer un rôle stabilisateur. Je ne puis que m'en féliciter. Toute action qui tend à préserver l'Asie du Sud des rivalités et des affrontements entre l'Est et l'Ouest mérite encouragement. Certes, nos analyses sur certaines questions concernant cette région sont différentes. Cela découle naturellement de l'histoire et de la géographie. Je souhaite que sur ces affaires comme sur d'autres nous approfondissions notre réflexion commune.\

QUESTION.- Etes-vous d'accord avec la perception de l'Inde en ce qui concerne ses intérêts de sécurité ?

- LE PRESIDENT.- Chaque pays détermine ses intérêts de sécurité en fonction de son histoire, de sa position géographique, de son environnement stratégique, de la perception qu'il a d'une menace. Depuis l'indépendance, l'Inde a connu des guerres ou conflits graves à ses frontières. Comment dès lors n'attacherait-elle pas une attention et un -prix particulier à sa sécurité ?

- Certes, il serait préférable que la sécurité fût garantie par l'entente et la confiance entre pays voisins plutôt que par l'accumulation d'arsenaux. Mais les rapports de forces existent et quel responsable politique prendrait le risque de les négliger ?

- Je suis convaincu qu'il n'est pas de sécurité effective sans équilibre des forces. Tout ce qui, à l'échelon mondial ou régional, est de -nature à rompre cet équilibre affaiblit du même coup la sécurité de tous et accroît les risques de conflit.\

QUESTION.- Quelle idée vous faites-vous du Premier ministre Rajiv Gandhi ?

- LE PRESIDENT.- Je me réjouis de retrouver très prochainement votre Premier ministre que j'avais déjà rencontré lors de ma visite en Inde en 1982. L'autorité avec laquelle il a su faire face aux événements dramatiques qu'a vécus votre pays en novembre dernier ` assassinat d'Indira Gandhi ` mérite l'admiration. Il incarne la volonté de renouvellement d'un pays jeune, dynamique, désireux de s'ouvrir et d'aller de l'avant avec rigueur et efficacité. Le nom qu'il porte en fait aussi l'héritier d'une grande tradition. Permettez-moi d'associer à cet hommage le souvenir de Mme Indira Gandhi, à laquelle tant de liens personnels m'unissaient et de souhaiter que ce que nous avons commencé à construire ensemble connaisse de nouveaux développements.\

QUESTION.- En tant que socialiste vous-même, jusqu'à quel point pensez-vous que le pragmatisme doive se substituer aux idées théoriques ?

- LE PRESIDENT.- La différence entre un socialiste et un conservateur n'est pas celle entre la théorie et la pratique. Le socialiste veut agir sur la réalité, le conservateur se soumet à la fatalité.

- Dans la crise économique mondiale actuelle, il y a ceux qui laissent les lois aveugles du marché jouer au profit des plus forts. Je n'en fais pas partie.

- Au contraire, je m'efforce, tout en respectant les contraintes qu'imposent la concurrence brutale et l'anarchie monétaire internationale, de rassembler les énergies des Français pour moderniser le pays, réduire les inégalités sociales et élargir l'espace de liberté.

- Enseigner l'informatique à tous les enfants et même aux adultes, développer la recherche fondamentale et industrielle, mettre en place les équipements les plus performants, en un mot rehausser le potentiel de croissance de la France, je ne sais si cela est pragmatique ou théorique, c'est pour moi l'action prioritaire pour maintenir la France et aussi l'Europe parmi les grandes puissances du monde.\

QUESTION.- Il y a eu de nombreuses controverses après l'arrivée au pouvoir du gouvernement Reagan en ce qui concerne l'aide au développement à l'Inde. Pourriez-vous indiquer votre position sur le sujet ?

- LE PRESIDENT.- La position de la France concernant l'aide au développement est tout-à-fait claire et ce n'est pas trahir un secret que de dire que tous les pays développés n'ont pas adopté

la même politique. Je vous rappelle en effet que, depuis 1981, le pourcentage du PIB de la France consacré à l'aide au développement n'a cessé de s'accroître et mon objectif est qu'il atteigne 0,7 % en 1988 dont 0,15 % pour l'aide aux pays les moins avancés. En ce qui concerne la coopération franco - indienne, elle a connu, ces dernières années, un heureux développement et je crois savoir que le Premier ministre, M. Rajiv Gandhi, comme moi-même, entend l'intensifier.\

QUESTION.- La France a été l'une des nations à apporter une formation nucléaire à des pays du tiers monde tels que l'Irak. Pensez-vous que le moment est venu d'infléchir cette attitude ?

- LE PRESIDENT.- La France estime qu'il n'y a pas de raison de refuser de coopérer avec des pays en voie de développement dans le domaine nucléaire civil, dès lors que toutes les précautions sont prises et que toutes les garanties sont obtenues, internationales et bilatérales, pour que cette coopération ne puisse pas être détournée à des fins militaires.\